

BUREAU D'ENQUETES ET D'ANALYSES POUR LA SECURITE DE L'AVIATION CIVILE (BEA)

Avis de marché publié :

- au BOAMP sous la référence 24-39743
- au JOUE sous la référence 206094-2024

Consultation n° TECH02/24

Marché passé en vertu du code de la commande publique du 01 avril 2019

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Procédure de consultation

Dialogue compétitif : articles L 2124-4 et R 2124-5 du code de la commande publique du 01 avril 2019.

Forme du marché

Marché unique.

Objet du marché : **Fourniture d'un microscope électronique à balayage à effet de champ à pression variable avec un système d'analyse EDX pour le Bureau d'Enquêtes et d'Analyses pour la sécurité de l'aviation civile (BEA).**

SOMMAIRE

1	PARTIES CONTRACTANTES.....	3
2	OBJET DU MARCHÉ ET NATURE DES PRESTATIONS	3
3	DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	3
4	FORME DU MARCHÉ	3
5	DURÉE DU MARCHÉ	3
6	CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE.....	3
7	CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	3
7.1	RÉFÉRENTS BEA :	3
7.2	DÉLAIS	4
7.2.1	<i>Délais d'exécution des prestations</i>	<i>4</i>
7.2.2	<i>Décompte des délais.....</i>	<i>4</i>
7.2.3	<i>Prolongation du délai d'exécution.....</i>	<i>4</i>
7.3	LIEU D'EXÉCUTION ET LIVRAISON DES PRESTATIONS	4
8	VÉRIFICATIONS ET DÉCISIONS.....	4
9	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	4
9.1	OBLIGATION DE CONSEIL.....	4
9.2	OBLIGATION DE MOYENS	5
9.3	OBLIGATION D'INFORMATION.....	5
9.4	OBLIGATION D'ASSURANCE	5
9.5	CONFIDENTIALITÉ	5
10	PRIX.....	5
11	FACTURATION ET RÈGLEMENT.....	5
12	PÉNALITÉS DE RETARD.....	6
13	GARANTIE.....	7
14	MAINTENANCE	7
15	LITIGES.....	7
16	RÉSILIATION	7
17	DÉROGATION.....	7

1 Parties contractantes

La désignation des parties contractantes figure à l'acte d'engagement.

2 Objet du marché et nature des prestations

Le présent marché a pour objet la fourniture d'un microscope électronique à balayage à effet de champ à pression variable avec un système d'analyse EDX pour le Bureau d'Enquêtes et d'Analyses pour la sécurité de l'aviation civile (BEA).

La présentation du projet et les prestations attendues sont définies dans le programme fonctionnel n°02/24.

3 Documents contractuels

Le présent marché est constitué des documents contractuels mentionnés ci-dessous par ordre de priorité dont les exemplaires originaux sont conservés dans les archives du BEA et font seule foi en cas de litige :

- L'acte d'engagement du candidat et ses annexes financières ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières n° 02/24 (CCAP) ;
- Le programme fonctionnel définitif (V2) n° 02/24 ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (document non fourni) ;

4 Forme du marché

Le présent marché public est un marché de fournitures ; il est passé selon une procédure de dialogue compétitif en application des articles L 2124-4 et R 2124-5 et sous la forme d'un marché unique.

5 Durée du marché

La durée du présent marché court à compter de sa notification jusqu'à la date de fin de la garantie.

6 Co-traitance et sous-traitance

Les candidats qui souhaitent soumissionner sous forme de groupement au présent marché sont informés que la forme du groupement exigée pour l'exécution du marché est la forme solidaire.

Le Titulaire qui souhaite sous-traiter une partie du présent marché peut présenter un ou des sous-traitants.

7 Conditions d'exécution des prestations

7.1 Référents BEA :

Le Chef du département Technique ou son représentant désigné, est le référent BEA du Titulaire du présent marché.

7.2 Délais

7.2.1 Délais d'exécution des prestations

Le délai d'exécution de la prestation court à compter de la notification du marché.

7.2.2 *Décompte des délais*

Tout délai imparti dans le marché à la personne publique ou au Titulaire commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai, sauf précision contraire. Lorsque le délai est fixé en jours, et sauf précision contraire, il s'entend en jour calendaire et expire à la fin du dernier jour de la durée prévue. Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvré qui suit.

7.2.3 *Prolongation du délai d'exécution*

Dans le cas où une impossibilité de respecter les délais d'exécution se présente, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le Titulaire peut, sur demande, et conformément aux dispositions prévues à l'article 13.3 du CCAG de référence, disposer d'une prolongation du délai d'exécution. Dans tous les cas, aucune demande de prolongation de délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

7.3 Lieu d'exécution et livraison des prestations

La livraison du matériel aura lieu dans les locaux du BEA situés :

10 rue de Paris,
Aéroport du Bourget, Zone Sud, bâtiment 157,
93350 Le Bourget.

8 **Vérifications et décisions**

Les prestations mentionnées dans le présent marché font l'objet de vérifications afin de constater que les prestations effectuées, répondent aux spécifications du marché et aux précisions énoncées dans l'offre du Titulaire. Les décisions, après vérifications sont prises dans un délai de quinze jours ouvrés à compter de la date de livraison de la prestation. Le pouvoir adjudicateur peut ainsi prononcer :

- La réception ;
- L'ajournement ;
- Le rejet.

9 **Obligations du Titulaire**

9.1 Obligation de conseil

Le Titulaire est tenu à une obligation de conseil auprès du BEA. Il engage sa pleine et entière responsabilité en ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validé, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par le BEA.

Dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté cette obligation, le Titulaire ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

9.2 Obligation de moyens

Le Titulaire est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires garantissant une prestation conforme aux règles de la profession, aux spécifications du programme fonctionnel et à son offre.

9.3 Obligation d'information

Le Titulaire est tenu de signaler au BEA tout élément y compris un changement de statut, qui lui paraîtrait de nature à compromettre la bonne exécution du marché.

9.4 Obligation d'assurance

Le Titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conditions pécuniaires de la sécurité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels ou matériels engendrés à l'occasion de l'exécution des prestations.

Il s'engage, sur simple demande écrite, à remettre au BEA une attestation de son assureur précisant la nature et la durée du contrat.

9.5 Confidentialité

Le Titulaire s'engage à ne pas communiquer en France et à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, les renseignements qu'il recueillera pendant l'exécution de la prestation. Le cas échéant, le Titulaire informe son ou ses sous-traitant(s) de cette obligation de confidentialité et est responsable du respect de celle-ci.

10 Prix

Les prix pour chaque prestation sont établis en euros, hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) et ne comportent pas plus de deux décimales.

Les prix comprennent tous les frais, dépenses et fournitures réglementaires nécessaires à l'exécution du marché et au respect des obligations du Titulaire. Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales ou autre frappant obligatoirement les prestations.

La taxe applicable à la date d'établissement de la présente offre est la TVA au taux de 20 %. En cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe en vigueur à la date du fait générateur.

11 Facturation et règlement

Le règlement se fera comme suit :

- 30 % à la commande,
- 50 % à la recette en usine,
- 10 % à la mise en service,
- 10 % à l'issu de la formation.

L'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique oblige les entreprises à transmettre leurs factures sous forme dématérialisée.

Cette obligation s'applique **depuis le 1^{er} janvier 2017 pour les grandes entreprises, depuis le 1^{er} janvier 2018 pour les entreprises de taille intermédiaire et depuis le**

1^{er} janvier 2019 pour les petites et moyennes entreprises.

Les factures sont à déposer sur le portail de facturation sécurisé « Chorus Pro » à l'adresse suivante, à la rubrique « **Autre** » et non « Etat » :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

L'utilisation du portail Chorus Pro est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures déposées en dehors de ce portail seront rejetées.

Outre les mentions obligatoires, les factures dématérialisées devront comporter systématiquement les trois informations suivantes :

- Le numéro SIRET de la DGAC : 120 064 019 00074 (quel que soit le service exécutant concerné)
- La référence de l'engagement juridique (numéro du contrat ou du bon de commande : numéro à 10 chiffres obligatoire) ;
- Le code du service exécutant (code SE) en charge du traitement de la facture, **pour le BEA le code est le 19.**

Ces éléments sont indispensables au traitement des factures.

Les informations liées à l'assistance Chorus Pro au profit des fournisseurs sont disponibles à la rubrique « Actualités » de la page d'accueil du site Chorus Pro.

Les paiements s'effectuent suivant les règles de la comptabilité publique.

Le mode de paiement retenu est le virement par mandat administratif.

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum et court à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- Date d'ouverture des droits à paiement (date de notification du marché en cas d'avance, date de notification de la décision fixant le montant de l'acompte, date de procès-verbal de réception, date de constatation de service fait) ;
- Date de réception de la facture.

Le BEA créditera le Titulaire des sommes dues sur le compte ouvert à son nom ou à tout autre compte qu'il désignerait ultérieurement.

Le comptable assignataire des paiements est :

M. l'Agent comptable du Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens »
50, Rue Henry Farman-75720 Paris Cedex 15.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire au bénéfice du Titulaire, selon les conditions en vigueur au moment de leur application.

12 Pénalités de retard

Tout manquement du Titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, **sans mise en demeure préalable.**

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire, le Titulaire devra s'acquitter des pénalités dès le 1^{er} euro. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

En cas de non-respect du délai d'exécution du présent marché, le BEA peut appliquer, une pénalité d'un montant de 50 euros hors taxes par jour de retard.

13 Garantie

Les prestations du présent marché font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Pendant la durée de la garantie, le Titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse par rapport aux spécifications du présent marché.

Les conditions de la garantie sont indiquées dans le programme fonctionnel 02/24.

14 Maintenance

Pour information, les candidats devront indiquer dans leurs offres **le coût de la maintenance préventive annuelle**. Ils devront également fournir les éléments relatifs aux opérations de maintenance curative. Voir le détail dans le programme fonctionnel 02/24 au paragraphe 6 et 9.

15 Litiges

En cas de litige survenant dans l'exécution du marché et qui n'aurait pu être réglé dans le cadre des dispositions prévues au CCAG de référence, les deux parties entendent le soumettre à la juridiction administrative de Montreuil 7 rue Catherine Puig, 93100 Montreuil-sous-Bois.

16 Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du Titulaire :

- Dans les cas prévus dans le présent document et au CCAG/FCS ;
- À compter de trois ajournements sur une même prestation ;
- En cas de non-respect de ses obligations ;
- En cas d'inexactitude des déclarations fournies dans le cadre de la procédure marchés publics.

17 Dérogation

L'article 12 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS.

L'article 12 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS.